

## **Autogestion : rencontres euro-méditerranéennes de Thessalonique**

La première rencontre internationale dite « de l'économie des travailleur-ses » s'est tenue en 2007 en Argentine. Elle a réuni des travailleurs et des travailleuses d'usines récupérées et des collectifs de travail, des activistes sociaux et politiques, des syndicalistes et des universitaires. Depuis, ces rencontres internationales se tiennent tout les deux ans et constituent un espace de rencontres, de discussions et de réflexions sur les défis auxquels les travailleurs et travailleuses sont confrontés pour défendre par l'autogestion leurs moyens de subsistance contre les attaques du capitalisme mondialisé. **C'est aussi le lieu de discussions sur le projet de société autogestionnaire dans son ensemble, qui ne saurait se limiter à une addition de coopératives et autres lieux autogérés, mais pose les questions plus globales de démocratie, de pouvoir, de propriété collective, dans une perspective évidemment anticapitaliste.**

Dans plusieurs pays d'Amérique latine, la brutale restructuration néolibérale de l'économie des années 1990 a entraîné une rapide désindustrialisation et une hausse vertigineuse du chômage. Combinées à l'absence de protections sociales et à l'attaque généralisée sur les classes ouvrières, ces conditions ont créé les conditions de l'agitation sociale. La « récupération », c'est à dire l'occupation d'entreprises abandonnées et l'autogestion de la production par les travailleurs et les travailleuses, font partie intégrante de la contre-attaque populaire menée en réponse à la crise générale, comme en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Venezuela et au Mexique. Ces dernières années, les conditions qui ont débouché sur le mouvement de récupération des lieux de travail en Amérique latine se sont répandues en Europe et dans le reste du monde en proie à la crise du capitalisme mondial. En utilisant la dette comme prétexte, les programmes d'ajustements structurels ont réorganisé les relations sociales en faveur des pouvoirs économiques, ont intensifié le pillage de l'épargne et des quelques biens des classes populaires, ont promu l'appropriation privée des biens sociaux et publics, ont favorisé la spéculation aux dépens de l'environnement, dévalué la force de travail, aboli le droit du travail et les droits sociaux et démocratiques, démantelé les usines productives et condamné au chômage et à la précarité une « armée de réserve » toujours plus importante.

Les premières rencontres européennes ont eu lieu en 2014 dans l'usine Fralib, occupée à l'époque, puis récupérée par les travailleurs et les travailleuses. Avaient participé à cette rencontre des travailleur-ses d'usines occupées d'Italie, de France et de Grèce qui faisaient les premiers pas vers l'autogestion, des syndicats (dont Solidaires), des universitaires et des activistes soutenant l'autogestion ouvrière. Aujourd'hui, après deux années, ces projets ont été consolidés et de nouvelles expériences ont émergé en Bosnie, en Turquie et en Croatie.



**Les conditions particulières des usines récupérées et des coopératives, qui coexistent avec le capitalisme tout en l'interrogeant au travers de la pratique quotidienne, soulèvent une série d'interrogations et de défis** ; Voilà ce qui était au cœur de ces rencontres, du 28 au 30 octobre à Thessalonique, dans l'usine récupérée de Vio.Me, auxquelles une délégation de l'Union syndicale Solidaires a participé. Nous y avons livré une contribution, axée sur les liens historiques entre syndicalisme et autogestion, notre responsabilité dans la prise en compte aujourd'hui des enjeux autogestionnaires et le soutien aux collectifs autogérés ; ce fut aussi l'occasion d'expliquer à divers collectifs syndicaux de Croatie, de Slovénie, de Grèce, d'Italie, de l'Etat espagnol, du Pays basque, l'intérêt du Réseau syndical international de solidarité et de luttes et son implication dans la solidarité internationale et les débats autour de l'autogestion et du contrôle ouvrier. La publication ultérieure des différentes contributions permettra de collectiviser l'intérêt de ces échanges et des témoignages des représentants et représentantes de nombreuses entreprises « récupérées ». Bien entendu, une partie de ces 3 jours a été consacrée à la consolidation du réseau spécifique aux entreprises autogérées. [www.workerscontrol.net](http://www.workerscontrol.net) [www.autogestion.asso.fr](http://www.autogestion.asso.fr)



## Maroc : encore des militants des Droits humains poursuivis !

Le 26 octobre, 7 personnes, dont le procès est reporté depuis le mois de mars, comparaissaient devant le tribunal de Rabat. Elles sont accusées « d'atteinte à la sûreté de l'Etat » et encourent de très lourdes de peine de prison. **En réalité, ces militants sont poursuivis pour avoir défendu les Droits humains, notamment face à la répression qui a touché le Mouvement du 20 février, et lutté pour la liberté d'expression.** Ils sont membres d'organisations diverses : Freedom Now, Global Voices Advocacy, Association des Droits numériques, Association marocaine pour le Journalisme d'Investigation, Association marocaine d'Education de la Jeunesse. Il leur est notamment reproché d'avoir organisé des formations à l'utilisation de l'application Story Maker (logiciel libre), formations dispensées par le Centre Ibn Rochd et l'AMEJ, en partenariat avec l'ONG néerlandaise Free Press Unlimited, et pour avoir reçu à cet effet des financements en provenance de l'étranger.

Le Comité national pour le soutien des sept activistes au Maroc rappelle que :

- La formation au journalisme citoyen est une activité de promotion de la liberté d'expression.
- La formation au journalisme d'investigation vise à permettre l'exercice du droit légitime d'accès à l'information et, à travers les médias, d'un contrôle citoyen sur la conduite des affaires publiques.
- La réception de fonds de l'étranger pour financer des activités de promotion des droits humains ne saurait constituer un prétexte acceptable pour tenter de faire obstacle à l'exercice par les citoyens de leurs droits civiques et politiques.
- Le pouvoir marocain mène une nouvelle campagne de répression contre le droit d'expression et d'association.
- Les autorités marocaines doivent abandonner les charges retenues à l'encontre des sept activistes car elles ne constituent que des prétextes pour tenter de réduire au silence la promotion des droits humains, qui est constitutive des actions incriminées.

L'Union syndicale Solidaires soutient ces militants et relaie la [pétition lancée par le comité](#) qui les appuie.

## Russie : pas de compromission avec le régime de Poutine !

*Mi-octobre, le Président russe devait être à Paris, sur invitation du gouvernement français et à l'occasion de l'inauguration du Centre Spirituel et Culturel Orthodoxe. Il était prévu qu'il discute avec Hollande des guerres en Syrie et en Ukraine. Le collectif Avec la Révolution Syrienne, dont l'Union syndicale est membre, appelait à un rassemblement ; il a été maintenu, même si Poutine a renoncé à venir.*

Cependant, le Kremlin emprisonne ses opposants politiques, fournit massivement des armes qui tuent des civils ukrainiens et syriens et envoie des militaires russes faire la guerre en Ukraine et en Syrie : en ce moment même, Alep est bombardée quotidiennement par des bombes au phosphore, des bombes à sous-munitions... larguées depuis les avions russes (et syriens). De plus, la politique et les interventions du Kremlin contraignent, en Syrie et en Ukraine, des millions de personnes à fuir de leur domicile. Dans ces deux pays, Poutine mène la même politique : empêcher un peuple de décider librement de son avenir. **Après 5 ans de soutien militaire de Poutine à Bachar al-Assad, la situation en Syrie n'a fait qu'empirer (plus de 500 000 morts, et l'armée de Bachar, soutenue notamment par Poutine, est responsable de la mort de plus de 95 % des civils tués).** En un an d'intervention en Syrie, l'armée de Poutine a tué à elle seule plus de 3 200 civils et bombardé au moins 59 centres médicaux. Et toute intervention étrangère, qu'elle soit ou non avec l'appui de la France, ne permet pas d'en finir avec Daech. **En Crimée annexée, les Tatars de Crimée, la population autochtone de la péninsule, se voient privés de toutes libertés, de même que ceux qui osent défier la ligne officielle du Kremlin.** Et si le gouvernement français n'a pas reconnu les « élections législatives » russes organisées en Crimée ce 18 septembre, il reste muet depuis plusieurs mois sur l'annexion de la Crimée. Dans le Donbass, l'intervention russe a déjà fait presque 10 000 morts, parmi lesquels les passagers du vol MH17 et un énième cessez-le-feu ne pourra pas être définitif tant que la frontière russo-ukrainienne reste sous contrôle russe exclusif. Aujourd'hui on entend parler de tractations entre le gouvernement français et le gouvernement russe qui feraient intervenir des arrangements économiques (accords ou levées de sanctions) avec des arrangements politico-militaires en Syrie et en Ukraine. Ceci est inacceptable. Si le gouvernement français défendait vraiment les libertés démocratiques il faudrait qu'il commence par exiger la fin inconditionnelle de tous les massacres et des meurtres, la libération des prisonniers politiques, et la fin des agressions militaires.



L'armée russe en Syrie et en Ukraine joue le rôle d'armée d'occupation. Elle doit s'en retirer. **Nous n'acceptons aucune collaboration avec les dictateurs ! Ni Poutine ! Ni Bachar-Al-Assad ! Ils sont la cause et non pas la solution des problèmes.**

[www.collectifkoltchenko.blogspot.fr](http://www.collectifkoltchenko.blogspot.fr) [www.aveclarevolutionsyrienne.blogspot.fr](http://www.aveclarevolutionsyrienne.blogspot.fr) [www.codssy.org](http://www.codssy.org)

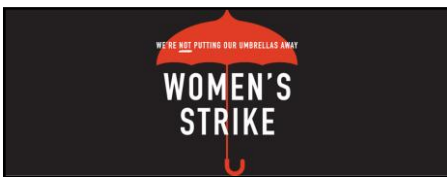
# Féminicides partout dans le monde : ni una menos !



*Ni una menos ! Pas une de moins !* En 2015, c'est autour de ce slogan qu'un demi-million de personnes avaient dénoncé les assassinats de femmes en Argentine. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes avait publié un communiqué appuyant cette mobilisation, appelant à la faire connaître. Ce 19 octobre, une nouvelle manifestation a eu lieu, appuyée d'une heure de grève ; à Santiago du Chili, une manifestation sur le même thème rassemblait 100 000 personnes le 20 octobre. **Le problème demeure d'une dramatique actualité : en Argentine, au Chili, mais aussi par exemple au Brésil (7 meurtres de femmes chaque jour, en moyenne) ou encore au Mexique où Joseline Peralta de la communauté zapatiste Tlanezi Calli vient d'être tuée.** En fait, dans tous les pays, les violences faites aux femmes, dont les meurtres, sont une constante, tragique illustration du système patriarcal et de son corollaire, le machisme.



**Extraits de la déclaration de la Marche Mondiale des Femmes, lors de la 10<sup>e</sup> réunion internationale à Maputo (Mozambique), du 11 au 15 octobre :** Nous les femmes de la Marche mondiale luttons contre l'hétéro-patriarcat, le capitalisme et le colonialisme et contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations. Nous revendiquons nos droits pour reprendre le contrôle de nos corps, notre terre et nos territoires. De ce monde chaotique, nous croyons qu'un autre monde est possible. Ensemble nous travaillons à construire nos alternatives féministes renforçant ainsi notre mouvement.



**Les femmes vivent dans un contexte où les fondamentalismes religieux et politiques, la répression et la criminalisation des activistes, la persécution, les assassinats, la violence domestique et sexuelle, les conflits militaires, affectent leur vie et les empêchent de vivre dans un monde de paix d'égalité et de justice. Nous dénonçons le trafic sexuel, l'utilisation de nos corps dès l'enfance et nous luttons pour revendiquer le droit d'accès pour toutes les femmes à l'avortement.**

Nous nous opposons aux transnationales qui détruisent la nature, exploitent nos corps et menacent notre santé. Ces transnationales s'accaparent la nature, nos territoires et sont responsables du changement climatique et des crises politiques, économiques et environnementales. Nous sommes inquiètes de la destruction de la terre, l'exploitation des ressources naturelles et dénonçons la monoculture qui appauvrit les femmes. Nous construisons l'éco-féminisme, l'agro-écologie et la souveraineté alimentaire comme alternatives du bien-vivre. Nous rendons hommage aux femmes qui ont été assassinées sauvagement de par le monde pour leur implication féministe, écologiste et/ou politique. Nous sommes solidaires de toutes les femmes qui luttent pour leur territoire, pour leur auto-détermination, pour leur liberté. Nous incluons toutes les défenseuses de la terre qui au péril de leur vie luttent pour l'accès aux ressources naturelles et contre les extractions minières et pétrolières. Nous construisons un éco-féminisme où les ressources de la terre ne sont pas accaparées et où la vie des femmes est protégée. Le capital financier, les mesures d'austérité et la privatisation produisent la pauvreté et les violences envers les femmes. À la MMF nous travaillons à augmenter le pouvoir et l'autonomie économique des femmes [...] Nous condamnons la répression violente exercée contre les peuples et les femmes kurdes, sahraouiennes et palestiniennes et sommes solidaires de toutes les femmes qui luttent contre la colonisation. Nous sommes toutes solidaires des femmes, qui sont emprisonnées, torturées, qui subissent des souffrances atroces et qui dans les conflits armés sont vendues, violées et tuées.

[...] Les femmes de la MMF affirment leur solidarité avec les femmes lesbiennes et bisexuelles et décident d'inclure, dans leurs formations, dans leur réflexion et leurs actions les expériences et analyses de ces femmes. Elles se donnent comme objectif de favoriser la visibilité lesbienne. Les guerres, les famines, la pauvreté jettent sur les routes de l'exil les réfugiés qui subissent les pires violences. La Marche Mondiale des Femmes se solidarise avec toutes les femmes réfugiées. Elle dénonce le racisme des pays dits d'accueil et exige la destruction des murs qui s'élèvent partout. La situation économique catastrophique, la montée de la droite, les violences politiques, les gouvernements répressifs, produisent un monde violent, injuste et sans avenir. La situation que vivent les femmes est le résultat des effets du système capitaliste, patriarcal et colonialiste. Dans ce contexte hostile, nous répliquons par nos alternatives. Nous résistons à la répression et nous nous auto-organisons pour passer à l'action et établir des liens avec les mouvements sociaux. Nous résistons pour un monde meilleur basé sur les valeurs de la MMF qui sont l'égalité, la justice, la paix, la solidarité et la liberté. Nos alternatives développent l'autonomie et l'auto-défense des femmes et des peuples pour un bien-vivre et pour la durabilité de la vie. La formation politique féministe est l'outil que nous privilégions. Les femmes unies en résistances mènent des luttes contre le capitalisme, l'hétéro-patriarcat, le racisme et le colonialisme et construisent des alternatives pour un monde meilleur. Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche.

[www.marchemondiale.org](http://www.marchemondiale.org)

## Egypte : solidarité avec les ouvriers des chantiers navals



Plusieurs salariés des chantiers navals d'Alexandrie ont été emprisonnés et traînés devant les tribunaux militaires pour avoir défendu leurs droits. Un mouvement de solidarité, en Egypte et ailleurs, met la pression sur les généraux au pouvoir. Nous évoquons ce sujet dans notre bulletin n°97. Le verdict prévu pour le 18 octobre a été ajourné pour la cinquième fois. Il est désormais prévu pour le 15 novembre.



# Plateforme vers une grève sociale transnationale

Environ 150 personnes ont participé à la réunion de trois jours de la plateforme vers une grève sociale transnationale (TSS Platform) à Paris les 21-22-23 octobre. Des travailleurs et des militants sont venus d'Italie, d'Angleterre, du Portugal, de Slovénie, de Bulgarie, Pologne, Suède, d'Allemagne et de Belgique. **Lors d'un atelier, des travailleurs d'Amazon de Pologne et d'Allemagne, des salariés de la logistique en Italie, des représentants de Sud PTT et de Si Cobas et des salariés britanniques de Deliveroo ont échangé sur les conditions de travail et la question d'une nécessaire coordination des salariés des différentes entreprises du secteur de la logistique.** Différentes dates et rencontres sont à l'agenda :

- Une rencontre à Londres en début d'année 2017 avec comme thématique, les migrant-es.
- Une rencontre à Berlin en mars, dans le but de discuter de la mobilisation du G20 qui aura lieu en juin à Hambourg.
- Une rencontre Amazon est prévue en Pologne courant 2017.
- Le prochain meeting de la plateforme aura lieu en Slovénie.

# Kurdistan : stop aux massacres organisés par le clan Erdogan !

*Depuis plus d'un an, la guerre a repris à l'est de la Turquie sur les terres du Kurdistan. Cette guerre est liée à la situation en Syrie (et plus spécifiquement au Rojava), l'Etat turc souhaitant freiner le développement d'une région autonome kurde en Syrie. Cette région est désormais menacée d'invasion. La tentative de coup d'Etat de cet été a été un nouveau prétexte pour le gouvernement turc pour augmenter encore la répression. C'est dans ce contexte que le Conseil Démocratique Kurde en France appelait à manifester le 29 septembre, sous les mots d'ordre : « Répression contre les municipalités kurdes, invasion du Rojava, fermeture des médias kurdes et d'opposition, ... Stop Erdogan »*



Reprenant les politiques classiques de l'Etat turc, le gouvernement AKP de Erdogan s'est engagé dans une guerre totale contre les Kurdes. Les bombardements des villes et villages kurdes, les arrestations massives de politiciens kurdes et les massacres de civils ont atteint un niveau sans précédent.

**Parallèlement aux attaques militaires, le gouvernement turc a amplifié ses opérations contre les élus et les municipalités kurdes**, manifestant par là son mépris absolu à l'égard de la volonté politique du peuple kurde. Plusieurs municipalités kurdes ont été occupées par la police, de nombreux maires ont été arrêtés et/ou destitués, et remplacés par des agents de l'Etat. **Pour réprimer et tuer en silence, les autorités turques ont procédé le 29 septembre dernier à la fermeture de 23 chaînes de télévision et de stations de radio kurdes et d'opposition.** Dans le même temps, les chaînes d'information kurdes Newroz TV et Med Nûçe étaient suspendues par l'opérateur satellite français Eutelsat, à la demande de RTÜK (autorité turque de régulation des médias). Il faut dire que la répression turque contre les médias ne connaît pas de frontières ; la liberté d'expression et le droit à l'information ne pèsent pas bien lourd face aux intérêts économiques du groupe Eutelsat : pour lui, la Turquie est un marché alléchant qui justifie bien que l'on bafoue les droits d'un peuple. En dernier lieu, le 25 octobre 2016, l'Etat turc a fait arrêter les co-maires de la ville métropolitaine de Diyarbakir (*Amed* en kurde), *Gultan Kisaniak* et *Firat Anli*. *Amed* est la capitale et le cœur du Kurdistan, ses co-maires figurent parmi les représentants emblématiques du peuple kurde. C'est dire que la répression étatique et le mépris de la volonté du peuple kurde ne connaissent plus de limites.

**L'objectif de l'Etat turc est d'annihiler toute représentation du peuple kurde et d'étrangler toute leur lutte. Cet objectif justifie la répression des Kurdes à l'intérieur des frontières de la Turquie, mais aussi les opérations armées menées contre les forces kurdes au Rojava (Kurdistan de Syrie) et au Sud-Kurdistan (Irak).** En frappant les combattants kurdes sous prétexte de « lutte contre le terrorisme », la Turquie renforce en fait les organisations comme Daech. Cette ignominie se déroule au vu et au su de la communauté internationale. Nous condamnons fermement les politiques néfastes de l'Etat turc et l'animosité du gouvernement AKP à l'encontre des Kurdes. Nous appelons toutes les organisations démocratiques, les partis politiques, les défenseurs de la paix, les institutions internationales à ne pas garder le silence face à l'intolérable, à ne pas accepter la répression féroce exercée par la Turquie, à dire « Stop Erdogan » !

# Portugal : aidons à (re)construire la Casa sindical



Le 4 octobre, se tenait à Lisbonne une réunion en vue de mettre en place une « Casa sindical » (maison syndicale), qui regroupera divers syndicats de lutte du Portugal. Étaient représentés les syndicats du métro de Lisbonne, des dockers, de l'énergie et des eaux, de la banque Santander, des centres d'appel (ce dernier est membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes),... A côté des syndicats, des personnalités (dans des secteurs comme le Juridique, la Santé, l'Histoire...) participent au projet. L'Union syndicale Solidaires y était invitée en tant que co-animatrice du Réseau syndical international de solidarité et de luttes (CSP Conlutas était aussi présente, la CGT était excusée) ; vis à vis de nous, il y avait une demande particulière sur le secteur des transports pour expliquer notre activité internationale. **C'est un projet novateur dans un pays marqué par une emprise très forte des partis politiques sur les confédérations CGTP et UGT.** Nous avons fait part de notre disponibilité à aider à la réussite de ce projet, notamment en partageant notre expérience. Le texte de base qui décrit le type de syndicalisme défendu est très proche de ce dont nous nous revendiquons à Solidaires.